



# Pour une Gauche Alternative

la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

11 juin 2026 – N°20

## **Le 21 juin, mettons un « coup KO » au racisme, à toutes les discriminations et à l'extrême-droite**

C'est l'appel lancé à l'initiative de Bally Bagayoko, maire de Saint-Denis et de nombreux autres maires et élu·es de Seine-Saint-Denis rejoints par des dizaines d'artistes, universitaires, syndicalistes, militant·es d'associations et citoyen·nes. Il invite à amplifier la mobilisation qui a eu lieu à Saint-Denis le 4 avril et qui a rassemblé plus de 15 000 personnes. Nous en publions de larges extraits

Mobilisation générale pour la justice, la paix et la solidarité .../... Cet appel s'adresse à toutes celles et ceux qui refusent de renoncer : humanistes, antifascistes, antiracistes, à toutes celles et ceux qui assument de combattre les actes et les propos racistes qui se généralisent jusqu'au sommet de l'État.

Parce que le racisme est systémique, la réponse doit être politique. Nous ne pouvons accepter les lois qui discriminent des parties de la population et banalisent le racisme, ni les complaisances, les silences et les renoncements de beaucoup face aux discours médiatiques et politiques qui portent la haine et le rejet.

Nous appelons la jeunesse à se lever, les universitaires à éclairer, les artistes à créer et à dénoncer, les médias républicains à informer avec responsabilité. Nous appelons les féministes, les personnes sans papiers, les acteurs et actrices engagés pour la paix, contre les dominations et les injustices. Nous appelons les syndicalistes, les associatifs, les habitantes et habitants des quartiers populaires comme de tous les territoires, les intellectuel·les, les sportifs et sportives, les créateurs et créatrices,

et toutes les forces vives de la société.

Face à la montée du racisme, de l'antisémitisme, de l'islamophobie, de la négrophobie, de l'antitsiganisme, du racisme anti-asiatique et de toutes les formes de haine, face à la progression des idées d'extrême-droite et des discours de division, il n'y a pas de place pour l'indifférence. Nous refusons la banalisation de ces idées et affirmons notre détermination à y faire barrage par la mobilisation

Le 21 juin rassemblons-nous à Paris pour porter haut une exigence : celle d'une société réellement égalitaire, fraternelle et libre. Une marche pour affirmer notre attachement commun aux valeurs de la République : liberté, égalité, fraternité.

Ce rendez-vous est un appel à l'engagement, à la dignité, à la solidarité active. Il est un appel à construire un avenir solidaire, juste et humain, contre toutes les formes de racisme, de haine et de division.

**Le 21 juin, marchons ensemble. Nombreu·ses, solidaires, déterminé·es.**

## **Kanaky : le 28 juin, une échéance importante**

En Kanaky, avec l'approche des élections provinciales plusieurs fois reportées, la bataille politique au sein des institutions se clarifie.

Ces élections sont capitales parce qu'elles déterminent directement en un seul vote la composition des trois assemblées provinciales et du Congrès (le parlement local), et indirectement celle du gouvernement de la collectivité. La province Sud, où se concentrent les 2/3 de la population (dont une majorité de non-Kanaks), avec des inégalités de plus en plus flagrantes, élit la majorité absolue des conseiller·ères.

Dans cette province, l'essentiel de la droite et du centre-droit a réussi à s'unir derrière la présidente sortante (et ancien membre du gouvernement Borne), Sonia Backès. Sans surprise, iels mettent l'accent sur le renforcement de « l'autorité de l'État » français (et donc du statu quo colonial) et l'aide au patronat local. Le FLNKS, indépendantiste, présente une liste large d'unité nommée Kanaky pour Tous, avec, autour de l'Union Calédonienne, des dissidents du mouvement autonomiste Palika, des représentant·es de la communauté originaire de Wallis et Futuna, le Parti Travailleiste, proche du syndicat indépendantiste l'USTKE, et la CCAT (Cellule de Coordination des Actions de Terrain), le collectif que le gouvernement français et la droite locale accusent d'avoir planifié et organisé le

mouvement « insurrectionnel » et « mafieux » de 2024. Le programme, outre la question de l'indépendance, est largement axé sur les préoccupations quotidiennes de la population (santé, logement, transports, vie chère, jeunesse, condition féminine ...).

Si ce choix paraît clair, le résultat sera impacté par la présence de listes – il y en a 24 en tout dont 12 dans le Sud – centristes, autonomistes (favorables à une forme de « semi-indépendance » qui protégerait les intérêts de l'impérialisme français), communautaristes et dissidentes. Une tête de liste revendique son appartenance au RN.

Enfin, il est difficile de mesurer les conséquences du non-lieu prononcé en faveur des militant·es indépendantistes poursuivi·es et détenu·es dans des prisons françaises après les événements de mai 2024. Une décision encourageante qui a donné raison aux arguments de la défense mais qui n'est pas acceptée par les anti-indépendantistes – ni par le parquet, qui a fait appel.

L'issue donc reste incertaine, avec des rapports de force qui sont loin d'être favorables à ceux et celles qui luttent pour la souveraineté de leur pays. Contre la volonté de l'État français de maintenir son hégémonie, nous défendons le droit inaliénable à l'autodétermination du peuple kanak, tout comme celui des autres peuples dominés.



## **Cultures et langues dites régionales : quels enjeux pour un projet alternatif et autogestionnaire ?**

L'initiative lancée par notre réseau a réuni à Montpellier le lundi 25 mai une vingtaine de militant·es.

La réunion a débuté par une brève présentation, répondant à la question : qui sommes-nous ? Anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, internationaliste et altermondialiste, soutenant les luttes pour l'auto-détermination des peuples, le Réseau n'ignore pas que la France s'est construite en donnant au centre, un énorme pouvoir au détriment des périphéries mises à son service et que la nation française s'est constituée au XIX<sup>e</sup> siècle contre les cultures et les langues devenues régionales. Le Réseau se considère, parmi d'autres, héritier des luttes menées dans les années 1970 pour « vivre, travailler et décider au pays ».

Gilbert Dalgalian, linguiste engagé, militant pour l'acquisition précoce des langues et pour l'autogestion a ensuite présenté les enjeux : partout les peuples dominés à l'intérieur d'États constitués, luttent pour leurs langues et leurs cultures. Les formes de résistance sont déterminées par le degré de violence subie. L'histoire politique des violences, des humiliations, des résistances contre les stigmates inventés par les dominants pour justifier leur domination, débouche sur des revendications de dévolution, d'autonomie ou d'indépendance. Cette histoire des dominations et des résistances diffère à l'intérieur d'un pays, par exemple entre les territoires à l'intérieur de l'hexagone, entre ces territoires et les îles et territoires lointains, « confettis de l'Empire ». Les situations sont aussi différentes entre pays (France et Espagne, par exemple). Les revendications des peuples premiers du Groenland, des Aborigènes d'Australie convergent dans leur diversité avec les expériences

kurdes, l'auto-organisation des Ukrainien·nes en résistance pour leur auto-détermination...

Les langues sont mieux respectées dans les États fédérés ou confédérés que dans les États centralisés. Les mouvements autonomistes ou indépendantistes, surtout quand ils s'approprient la notion de communauté de destin – alternative aux conceptions nationalistes ethnocistes –, n'assignent pas leurs peuples à une langue unique ou une culture unique, ne cultivent pas des idéologies de repli communautaire, de rejet de l'Autre ou de chauvinisme mais sont totalement ouverts aux autres.

Les autogestionnaires portent des propositions pour un dépassement de la civilisation du capital et du profit, pour l'implication de tous et de toutes dans une citoyenneté politique et solidaire. Ils et elles sont en résonance avec ces conceptions qui enrichissent leur projet de société, ouverte aux brassages, aux métissages, à la diversité linguistique et culturelle.

Le débat qui a suivi a été très riche et a concerné aussi bien l'histoire des territoires, des langues minorisées, leur transmission, que les avancées et les limites de la loi Molac, les politiques linguistiques volontaristes possibles... Un point a été fait sur les langues dans les îles britanniques, sur les langues créoles... Une réflexion a été amorcée, avec des échanges positifs qui gagneraient à être prolongés.



### **Courses relais pour les langues « régionales » : De francs succès !**

Ces courses organisées par des dizaines de milliers de bénévoles tous les 2 ans sont des événements festifs, populaires, ouverts à tous·tes. Un message en langue minorisée est placé dans un bâton relais et ce message est transporté de kilomètre en kilomètre par des milliers de volontaires, coureurs·ses qui se relaient jour et nuit. À l'arrivée, le message est lu lors d'une grande fête populaire. Les kilomètres sont achetés par des particuliers, des collectivités, des associations et servent à financer des projets favorisant l'usage de la langue, comme les écoles immersives.

Le 19 mars la korrika, en faveur de l'euskara (langue basque) s'est élancée. Partis de Atharratzte (Tardets), les coureurs·ses se sont relayé·es pendant 11 jours et 10 nuits jusqu'à Bilbao (Bilbao) après 2175 km. Cette 24<sup>ème</sup> édition de la korrika a été « la korrika de la renaissance » selon l'AEK, le réseau de centres d'apprentissage de l'euskara. Le message lu à l'arrivée commençait par « je suis le peuple de la langue basque, un mode de vie, une manière d'être ».

Lors de la conférence de presse qui a suivi, les portes paroles de l'AEK ont conclu : « Peu importe l'origine, la couleur de peau ou le niveau de connaissances de l'euskara. Ensemble nous construirons une communauté large et égalitaire qui nous protégera de toute forme d'oppression sociale : un pays basque féministe, accueillant... »

Le 19 avril c'est au tour de la corellengua de s'élancer. Partis de Prades où Pompeu Fabra à l'origine du 1<sup>er</sup> dictionnaire de langue catalane moderne termina sa vie après avoir

fui l'Espagne franquiste à la fin de la guerre civile, les coureurs·ses ont parcouru plus de 1500 kilomètres en 17 étapes jusqu'à l'Alguer le 5 mai. Pour la première fois tous les territoires de langue catalane étaient réunis dans ce parcours commun.

La Passem pour l'occitan gascon a eu lieu du 30 avril au 9 mai. Elle a parcouru le territoire de la Gascogne (Béarn, Bigorre, Landes, Bas Adour) en 10 jours et 9 nuits de Bedous à Anglet, un parcours de plus de 2000 kilomètres, organisé par l'association Ligams.

Enfin la redadeg pour la langue bretonne s'est élancée de Lannion le 8 mai pour 2226 km courus à travers les 5 départements bretons en 9 jours et 8 nuits. 1000 personnes ont réalisé les derniers kilomètres où les attendaient 4000 autres réunies au parc des chantiers à Nantes. Le message de cette édition réalisée sous le slogan « Bevañ, bodañ, bezañ » (vivre, rassembler, être) a alors été lu. En voici des extraits : « Pourquoi court-on donc ? Malgré le monde et les guerres, malgré les inégalités sociales... : Parce que notre langue est vivante et nous ne voulons pas qu'elle soit oubliée. Et parce que ce n'est pas une langue officielle dans son propre pays... Nous avons des droits et nous ne demanderons pas l'autorisation de les avoir... Cette course n'est pas seulement une course. C'est une lutte... Beaucoup d'autres peuples luttent aussi pour leur langue, pour leur liberté.

Nous y pensons et nous sommes unis avec eux... Nous n'arrêterons pas, nous ne plierons pas... Oui, luttons ! »



# État des lieux de la langue corse : entre résistance et urgence politique

## La parole à A Manca – tribune libre

A Manca est une organisation de gauche radicale, anticapitaliste et autogestionnaire. Sa critique du capitalisme est structurelle : elle défend une démocratisation de l'économie, le développement de formes de propriété collective ainsi qu'un renforcement du contrôle populaire sur les décisions politiques et économiques.

Organisation politique corse, A Manca défend un projet d'émancipation fondé sur la reconnaissance du peuple corse et sur son droit à l'autodétermination. Cette revendication s'appuie sur une conception civique et inclusive de la nation, définie par l'appartenance politique et la participation à une communauté de citoyen.nes. Le mouvement se réclame également de l'antifascisme, de l'antiracisme, du féminisme, de l'écologie politique et de l'internationalisme solidaire, dimensions complémentaires de sa lutte contre toute les formes de dominations.

En 2026, la situation de la langue corse demeure marquée par une contradiction fondamentale. D'un côté, jamais sa présence dans l'espace public, dans l'enseignement et dans les politiques institutionnelles n'a été aussi importante. De l'autre, la transmission sociale et familiale continue de s'affaiblir, tandis que les obstacles juridiques et politiques qui entravent sa normalisation restent intacts. Pour A Manca, cette contradiction révèle les limites d'une politique linguistique qui refuse de traiter la question corse comme une question de peuple affirmant son droit à l'autodétermination et ses droits linguistiques.

Déjà en 2021 le Conseil constitutionnel avait pratiqué une censure relative à une démarche porteuse de sens, celle de l'enseignement immersif. Aujourd'hui encore, la démarche immersive de Scola corsa au-delà de toute dimension budgétaire, semble constituer une source de blocage pour l'État.

En effet, l'État français demeure fondé sur un principe monolingue inscrit dans l'article 2 de la Constitution. Derrière la défense proclamée de l'unité républicaine se perpétue une tradition historique de marginalisation des langues minorisées. La censure contre la loi Molac apparaissait, tout comme la volonté de mettre à mal Scola corsa en 2026 comme de nouvelles manifestations de glottophobie institutionnelle qui empêchent les langues régionales d'accéder à un véritable statut d'égalité avec le français.

Pour A Manca, cette orientation ne constitue pas seulement un problème culturel. Elle menace directement les possibilités de construire une société bi-plurilingue où la langue corse pourrait



être un vecteur de cohésion sociale et d'émancipation collective. En limitant hier comme aujourd'hui les dispositifs immersifs et en maintenant la corse enseigné dans l'École publique et pratiqué dans la rue dans une position subalterne, l'État entretient une situation de diglossie qui favorise mécaniquement le recul de la langue dominée.

Cette question de minoration linguistique d'un peuple doit être replacée dans le contexte plus large d'une transformation démographique et sociale de la Corse en cours. L'intensification des flux migratoires, la multiplication des résidences secondaires et la pression du marché immobilier modifient en effet profondément les équilibres de l'île. Dans ce cadre, la langue corse devrait apparaître comme l'un des principaux outils permettant de maintenir une communauté de destin et un rapport partagé au territoire. La contestation de sa place dans le système éducatif s'interprète ainsi comme l'expression d'une vision centralisatrice qui refuse la reconnaissance du peuple corse en tant que sujet politique.

Face à ce constat, A Manca défend depuis des décennies une conception ouverte et inclusive de la langue. Loin des logiques identitaires fermées, le corse ne peut être qu'un instrument d'intégration à la société insulaire. La formule selon laquelle la langue est une « machine à fabriquer des Corses » ne renvoie pas à une définition ethnique de l'appartenance, mais à la capacité d'une langue à produire du commun. Est Corse celui qui participe à cette communauté linguistique et culturelle, indépendamment de son origine.

### Sur le parcours des migrant-es : 31 mai 2026

On fête les 10 ans de Tous Migrants au col de l'Échelle (1762 m) : c'est le premier col des Hautes-Alpes où sont arrivées les personnes migrantes en 2016. On est sur une immense prairie couverte de fleurs de printemps (gentianes, pensées, jacinthes...). On peine à imaginer ceux qui ont franchi ce col en hiver sans vêtements et chaussures appropriés et qui arrivaient d'Afrique ou du Moyen Orient : pourtant dans une « bibliothèque vivante », un lecteur lit le récit d'un jeune voyageur africain qui a eu les pieds gelés ici même et qui a dû être amputé. Depuis Tous Migrants a ouvert des refuges à Briançon, mis en place des maraudes l'hiver avec Médecins du Monde, dénoncé toutes les violences qu'ont subies les personnes migrantes à notre frontière dans des plaidoyers, déposé des recours contre les illégalités commises. Le combat est juridique mais aussi politique : « les cols frontaliers doivent rester des lieux de passage et de vie et non pas devenir des cimetières ; ils appartiennent aux citoyens et pas aux forces de l'ordre » (Stéphanie, une des responsables de l'association).

**Pour l'espace migrations** : frontières lieux de passages, de rencontres... et pas de blessures ou de mort... Et pas de multiplication des forces de l'ordre.

**L'espace migrations du Réseau est ouvert. Les personnes qui le souhaitent peuvent nous contacter à l'adresse mail du Réseau**

**pour nous contacter : [ensemblegauchealternative@proton.me](mailto:ensemblegauchealternative@proton.me)**

## Forte progression de la gauche alternative en Andalousie

Les élections au Parlement autonome d'Andalousie se sont déroulées le 17 mai 2026. Le Parti populaire (PP) est arrivé en tête mais il a perdu la majorité absolue avec 41,6 %. Il devra s'allier avec l'extrême droite, représenté par Vox, qui progresse légèrement avec 13,8 %. Mais ce dernier conditionne son soutien à l'adoption de mesures restrictives pour les migrants au nom de la « priorité nationale ». À gauche, le Parti socialiste (PSOE), qui avait géré cette région sans alternance entre 1982 et 2018, freine sa chute vertigineuse avec 22,7 %. De son côté, la coalition, Por Andalucía (PA), composée par la Gauche unie - Les Verts, Podemos et Sumar, baisse très légèrement mais maintient son nombre d'élu.es (5) avec 6,3 %. La grande surprise de ce scrutin est la forte progression de Adelante Andalucía (AA), qui passe de 4,6 % à 9,6 % et multiplie son nombre de député.es régionaux par 4 (8).

La formation « Adelante Andalucía » a d'abord été une coalition créée en 2018, qui regroupait la gauche radicale : Podemos, la Gauche unie - Les Verts - Appel pour l'Andalousie (IULV-CA), la Gauche andalouciste (IzAnd) et le Printemps andalou avant de se constituer en parti indépendant de gauche et andalou en 2021, suite à la rupture entre le courant « anticapitaliste et régionaliste » avec Podemos et la Gauche unie en 2020. AA se définit comme « anticapitaliste, andalouciste, écologiste, féministe et de la classe laborieuse » mais aussi de « gauche alternative » et regroupe les courants Anticapitalistas, la Gauche andalouciste, le Printemps andalou et Défendre l'Andalousie. Sa direction est collégiale et sa figure médiatique a été l'ancienne députée européenne de Podemos (2014-2015) puis tête de liste de Podemos aux

élections régionales de 2015, de la coalition AA en 2018 et du parti AA en 2022, Teresa Rodríguez, du secteur Anticapitalistas avant d'être remplacée comme porte parole par José Ignacio García et tête de liste en 2026.

Adelante progresse dans les huit provinces de cette grande région et dépasse Por Andalucía, hormis à Malaga. Elle devance les néofascistes dans les provinces de Séville et Cadix. Un des atouts de cette formation est de s'appuyer sur des réseaux régionalistes implantés localement, à l'image de ce qui a été observé récemment en Aragon ou dans le León. Adelante a su capter le vote protestataire des couches populaires des villes et des villages en abordant les thématiques du logement, de l'emploi, de la santé, des transports publics et de l'éducation, dans une « perspective de gauche, écologiste, durable, féministe, inclusive et publique ».



En Andalousie, si le pouvoir régional reste dans les mains de la droite conservatrice et réactionnaire, en alliance avec l'extrême droite, à la gauche du PSOE, les cartes ont été redistribuées entre, d'un côté, Adelante Andalucía et, de l'autre, Por Andalucía qui totalisent 15,9 %. C'est un événement dans une région où la gauche post-PCE a toujours eu un poids non négligeable mais se voit dépassée cette fois-ci par la gauche alternative.

## Conférence de Porto-Alegre : une réussite... vraiment ?

Dans le contexte actuel (multiplication des guerres coloniales, impérialistes, y compris génocidaires, menace néo-fasciste à l'échelle planétaire depuis la réélection de Trump) le projet d'une conférence internationale antifasciste et anti-impérialiste était le bienvenu<sup>(1)</sup> et une nécessité. Nous nous situons ici dans un double point de vue internationaliste et altermondialiste : L'Internationalisme issu du patrimoine du mouvement ouvrier, l'altermondialisme issu de l'émergence des aspirations à « un autre monde possible, un autre monde nécessaire » portées notamment par les peuples indigènes, les mouvements paysans, féministes et écologistes, et des composantes syndicales.

La localisation à Porto-Alegre semblait vouloir prolonger les grands rendez-vous altermondialistes précédents. Mais les milliers de manifestant-es pour la marche inaugurale, l'appel ici réduit aux seules forces des gauches politiques radicales, notamment brésiliennes et argentines et à leur sphère d'influence, contrastaient avec les marches inaugurales et l'extraordinaire kaléidoscope altermondialiste des années 2000.

Dans cette conférence a dominé essentiellement une orientation campiste : « les ennemis de nos ennemis, l'impérialisme états-unien, sont nos amis ». La présence d'un représentant de la dictature iranienne à la tribune de l'une des conférences plénières n'a pas paru poser problème et, dans le texte d'appel comme dans la déclaration finale, on constate l'absence totale de solidarité avec la résistance du peuple ukrainien et la non-dénonciation de l'agression impérialiste et coloniale russe. La caractérisation néo-fasciste du régime russe peut faire discussion.

Mais comment nommer alors un régime nationaliste et quasi-dictatorial, mafieux et ultra-corrompu, favorisant le virilisme et les violences contre les femmes, ouvertement raciste et homophobe, utilisant comme chair à canon la main d'oeuvre non-russe dans la guerre en Ukraine, appliquant la surveillance généralisée des populations, l'absence de droits et de libertés, et la répression généralisée ?

L'expression des délégations syndicale et politique ukrainiennes a été confinée dans un atelier pour l'essentiel, sans aucune expression en conférence plénière. Si elle a néanmoins permis de nouer de précieux contacts avec une partie des participant-e et n'est donc pas inutile, elle n'a en rien fait dévier la tonalité campiste de la conférence.

Ce constat qui ne peut être effacé<sup>(2)</sup> constitue un obstacle majeur à toute dynamique et toute suite qui pourrait être donnée à cette conférence. Antifascisme et anti-impérialisme n'ont de sens que si le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes les concerne tous, sans exception aucune...

(1)Trois principales composantes politiques de la gauche brésilienne de Porto-Alegre et de l'État du Rio Grande do Sul : le PT, le PSOL et le PC doB, auxquels étaient associés le MST et des secteurs du syndicalisme, ont organisé cette conférence

(2) Un étonnant article apologétique est paru sans aucune référence aux silences sur l'Ukraine et la Russie, dans un article de l'hebdo du NPA-A, l'Anticapitaliste (n°795). Dans la dernière livraison d'Inprecor, organe de la IV<sup>e</sup>Internationale, l'article d'A. Larrache rectifie le tir avec une approche cette fois-ci critique de la conférence, en maintenant une appréciation positive de l'évènement...